

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 12/07/2022

34, rue Jules LEGRAND  
56 100 LORIENT

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

### Contexte et constats

Publié sur



**SUEZ RV Ouest**

Branguily  
56920 Gueltas

Références : GP/PD/E/2022-180

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement SUEZ RV Ouest implanté Branguily 56920 Gueltas. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Transmission préfectorale du 08 juin 2022 pour le DOE du casier 5C2
- Transmission préfectorale du 30 juin 2022 pour le DOE des casiers 4D1 et 4D2

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Ouest
- Branguily 56920 Gueltas
- Code AIOT dans GUN : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'ISDND de GUELTAS jusqu'en mars 2027.  
Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m3.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Réception des casiers 5C2, 4D1 et 4D2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'observation sur les dossiers transmis et pas d'observation lors de la visite des casiers 5C2, 4D1 et 4D2.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Contrôles préalables à la mise en service des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réception des casiers 5C2, 4D1 et 4D2
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).  III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
<b>Constats :</b> Ces inspections se sont déroulées selon les étapes suivantes : 1. Contrôle par visite in situ des casiers 5C2, 4D1 et 4D2. La visite du site a porté sur l'aménagement des casiers réalisés afin de vérifier les points suivants : • présence du géotextile de protection de la géomembrane ; • présence de points d'ancrage ; • emplacement des puits au point bas des casiers 5C2, 4D1 et 4D2. L'ensemble de ces points a pu être vérifié lors de l'inspection du 29 juin 2022 et n'a donné lieu à aucune observation particulière. 2. Examen documentaire des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) pour l'aménagement des casiers.  Le contrôle préalable à la mise en service des casiers 5C2, 4D1 et 4D2 se fonde principalement sur l'examen des rapports de contrôle de l'organisme tiers remis par l'exploitant le 07 juin 2022 pour le casier 5C2 et le 29 juin 2022 pour les casiers 4D1 et 4D2.  Ces rapports permettent d'avoir une vision précise de l'organisation du chantier. Ils font clairement apparaître la chronologie des travaux réalisés ainsi que la liste des intervenants avec leurs fonctions et responsabilités.  La société SUEZ RV Ouest est intervenue en tant que maître d'œuvre et rédacteur du DOE dans le cadre des travaux sur l'ISDND de GUELTAS. Les lots terrassement, barrière de sécurité passive et massif drainant ont été réalisés par la société MITHIEUX TP. Le lot étanchéité par géosynthétiques a été réalisé par la société SODAF-GEO INDUSTRIE.  Lors des travaux, des contrôles ont été réalisés à différents niveaux : • les contrôles internes des entreprises ; • les contrôles externes (COGEO pour le terrassement, TECHNILAB pour la barrière de sécurité passive et le massif drainant, V3C pour la barrière de sécurité active).  L'ensemble des observations, des contrôles et des relevés a mis en évidence une réalisation correcte des travaux d'aménagement des casiers 5C2, 4D1 et 4D2, et conforme aux prescriptions de la note d'optimisation géométrique réalisée au préalable.
<b>Observations :</b> Sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

